

# Le prolétaire

bimensuel

parti communiste international (programme communiste)

Ce qui distingue notre Parti : La revendication de la ligne qui va du « Manifeste communiste » à la révolution d'Octobre et à la fondation de l'Internationale communiste ; la lutte contre la dégénérescence de Moscou, le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance ; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaire, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et parlementariste.

Correspondance :  
20, rue Jean-Bouton - 75012 Paris  
B.P. 266 - 13211 Marseille Cédex 1  
Versements :  
Chèque bancaire ou  
C.C.P. 2.202-22 Marseille

Abonnements :  
1 an : 15 F (150 FB)  
6 mois : 8 F (80 FB)  
pli fermé : 27 F et 14 F  
« programme communiste »  
1 an : 15 F (150 FB)

12<sup>e</sup> ANNEE - N° 169  
25 mars au 7 avril 1974  
LE NUMERO : 0,80 F

EN ANGLETERRE COMME PARTOUT

## Les laquais réformistes au service de Sa Majesté le Capital

Dans la mystification de la démocratie parlementaire, le grand art politique de la bourgeoisie ne consiste pas tant à avoir une majorité, qu'à savoir se fabriquer une opposition. C'est l'existence de cette opposition parlementaire basée sur les couches ouvrières et petites-bourgeoises corrompues par le capital, respectueuse de l'Etat bourgeois et de l'ordre capitaliste, qui parachève en effet l'édifice du mensonge et de la domination politique bourgeoise. A chaque aggravation de la pression du capital sur les masses ouvrières, à chaque poussée de colère des opprimés, la parodie électorale est prête à servir d'exutoire au mécontentement : la

pression ouvrière s'engouffre dans le mécanisme des urnes pour y être domestiquée et transformée en... arrivée au pouvoir des laquais réformistes de la bourgeoisie. Ceux-ci poursuivent ou aggravent la politique du capital, en ajoutant à la puissance de l'appareil de répression de l'Etat bourgeois tout le poids de l'emprise qu'ils ont sur les organisations ouvrières, pour mieux enchaîner le prolétariat à la machine productive capitaliste. Ces partis réformistes, ces chefs ouvriers honteusement vendus à l'ennemi de classe, font partie intégrante, avec le mécanisme électoral, du système de défense de la bourgeoisie.

Avec le parti travailliste et les chefs des Trade-Unions, c'est-à-dire ceux que Lénine appelait déjà les *labour-lieutenants* (lieutenants ouvriers) de la bourgeoisie, la classe dominante britannique a su faire de ce système une véritable institution.

La première arrivée du parti travailliste à la tête du gouvernement date de 1924. Lors de la première guerre impérialiste, les dirigeants réformistes avaient joué à fond la carte de l'union sacrée en participant au gouvernement et en pliant la classe ouvrière à l'effort de guerre de l'impérialisme britannique par l'intermédiaire des Trade-Unions (en 1917, date des premières grèves sauvages des chantiers de la Clyde, la semaine de travail pour les hommes atteignait... 110 heures !). Après la guerre, l'économie britannique était vieillie et à bout ; il fallait (déjà !) rétablir sa compétitivité sur le marché mondial au moyen d'une réduction draconienne des salaires : « Tous les travailleurs de ce pays, avait déclaré en 1920 le premier ministre Baldwin en guise de remerciements du capital au travail pour l'effort de guerre, doivent accepter une réduction des salaires pour aider à remettre l'industrie sur pied ». Entre la fin 1920 et le début de 1924, les salaires nominaux avaient baissé

de 38 %, et le nombre des chômeurs dépassait constamment le million. Le mécontentement ouvrier canalisé dans le système électoral amena pour la première fois au pouvoir en janvier 1924 un premier ministre travailliste, MacDonald. S'agissait-il d'une « défaite de la bourgeoisie », comme le dirait aujourd'hui les contre-révolutionnaires stalinistes et leurs flanc-gardes trotskystes ? En fait, la bourgeoisie était déjà si sûre de ses serviteurs que la Bourse accueillit la nomination de MacDonald par une vive hausse, tandis que l'organe de l'impérialisme britannique, *The Economist*, le saluait en ces termes : « un ministre qui ne manque ni de cerveaux, ni de distinction, ni de poids, et auquel le pays dans son ensemble est prêt à accorder une chance loyale (a fair chance) » (26-1-1924). A peine au pouvoir, les travaillistes justifiaient la confiance de leurs maîtres en brisant un début de grève des cheminots, et le même journal saluait aussitôt le « sérieux travail des éléments syndicaux du gouvernement d'abord pour empêcher la grève, ensuite pour la réduire » (2-2-1924).

Le ministre MacDonald devait durer moins d'un an, assez longtemps cependant pour réprimer deux autres grèves importantes, celle des dockers (contre laquelle il organisa l'emploi de la troupe) et celle des tramways de Londres, et mettre en prison les « extrémistes ». La représentation avait été brève, mais le scénario consistant à confier directement aux chefs réformistes la défense du capital et de son Etat dans les situations de crise avait fonctionné à merveille — comme la classe ouvrière du continent en avait fait la sanglante expérience quelques années auparavant — et il était prêt à ressusciter en cas de besoin.

Mais la lâcheté et la soumission des réformistes britanniques étaient telles, que la bourgeoisie n'eut même pas à recourir à ce scénario lors de la crise sociale pourtant infiniment plus dangereuse de 1926 : la grève générale lancée à contre-cœur par les trade unions pour soutenir les mineurs se transforma, grâce à la trahison ouverte des chefs syndicaux qui firent reprendre le travail au bout de 9 jours sans rien avoir obtenu, en une humiliante défaite pour la classe ouvrière anglaise, suivie d'une répression ouverte contre ses éléments les plus combattifs.

Après quoi, et jusqu'à nos jours, l'histoire du Labour se ramène purement et simplement à celle d'un parti de *garde-chiourmes* basé sur l'aristocratie ouvrière et les couches petites-bourgeoises salariées, prêchant et pratiquant la conciliation et la collaboration de classe, la soumission à l'Etat, le respect superstitieux de la mystification démocratique et de la légalité bourgeoise, ne raisonnant qu'en fonction des intérêts supérieurs de la nation, et n'agissant qu'en fonction des exigences de l'impérialisme britannique. La bour-

(suite page 4)

## CGT-CFDT : querelle de méthode entre pompiers sociaux

Pendant que chaque Etat national commence à se préparer pour une guerre économique plus âpre, pendant que Messmer annonce « une année difficile » et prévoit de nouveaux « sacrifices » qu'il faudra « répartir équitablement », c'est-à-dire faire supporter à la classe ouvrière, l'opportunisme joue de plus en plus cyniquement son rôle de pompier social et agit de façon à laisser la classe ouvrière brisée et démoralisée face à des attaques qui s'annoncent rudes.

A la SAVIEM, la CGT a grossièrement trahi les grévistes en leur faisant reprendre le travail pour moins que des miettes. Aux Houillères de Lorraine, elle joue ouvertement le rôle de jaune, dénonce la grève des catégories les plus mal payées, dresse contre elles les autres catégories ouvrières, et livre d'avance les grévistes à la répression, en reprenant la vieille phraseologie du syndicat FO, qui ne trouve jamais les grèves proposées par les autres syndicats assez larges et assez générales pour inviter ses adhérents à autre chose qu'à... continuer le travail, en attendant la Nième réunion avec le patronat

décider secteur par secteur la poursuite du mouvement. Cela ne l'empêche pas d'utiliser par ailleurs avec un beau cynisme l'argument de la nécessité de luttes générales, lorsqu'il s'agit de rappeler à l'ordre la CFDT, où des couches plus combattives essaient de trouver refuge, et qui théorise, elle, la lutte d'entreprise. Berteloot et Séguy ont violemment critiqué les luttes partielles « irresponsables et aventuristes », qui sont « un frein à la généralisation de l'action ouvrière dans tous les domaines » et qui « aboutissent à diluer le potentiel syndical dans des batailles localisées [qui] ne s'orientent nullement dans le sens de la préparation d'une bataille de grande envergure que nécessitent des circonstances actuelles » (Déclaration de Berteloot du 14-3-74).

Ainsi la division du travail entre CFDT et CGT prend forme une fois de plus. « Guidée » par le prétendu principe de l'autogestion, la première enferme les luttes dans le cadre de l'entreprise, entravant toute unification possible en une lutte générale de classe. Dans le langage des jésuites syndicaux, on ne parle que de « feu roulant d'actions », et de « harcellement » : aujourd'hui une entreprise de Bayonne, demain une usine de Dunkerque, chacun dans « son » entreprise qu'il se prépare ainsi à « autogérer demain » : pendant ce

(Suite page 2.)

### DANS CE NUMERO :

— Honte et mensonge de la théorie des « guerres défensives ».

autour d'un tapis vert (la 45<sup>e</sup> sur les classifications des mineurs, en deux ans !). A Moullinex où la grève a été décidée par 500 ouvriers sur 3.000, la CGT la dénonce comme « minoritaire », reprenant ainsi l'argument patronal classique pour diviser les travailleurs. A la BNP, en revanche, elle freine le mouvement en préconisant des « actions » par service, sur les revendications propres à chaque catégorie, qui devraient

## La révolution « comme il faut » ? (« lutte ouvrière » et le terrorisme)

C'est un point cardinal du marxisme que le prolétariat ne pourra jamais s'émanciper sans opposer l'organisation, la centralisation et l'exercice de la terreur révolutionnaire à l'organisation et à la centralisation de la violence bourgeoise, au cours d'un combat qui devra culminer dans l'insurrection, la dictature et la guerre révolutionnaires. Mais il serait « pédantesque et ridicule », soulignait Lénine en 1916, de prétendre que la révolution prolétarienne puisse être conçue comme l'affrontement de deux armées qui, prenant position en des lieux donnés, se déclareraient pour ou contre le socialisme, pour ou contre l'impérialisme, et trancheraient leur différend par la révolution sociale, à l'image d'une guerre « toute programmée » et « comme il faut » :

« La révolution socialiste en Europe ne peut pas être autre chose que l'explosion de la lutte de masse des opprimés et mécontents de toute espèce. Des éléments de la petite bourgeoisie et des ouvriers arriérés y participeront inévitablement — sans cette participation, la lutte de masse n'est pas possible, aucune révolution n'est possible — et, tout aussi inévitablement, ils apporteront au mouvement leurs préjugés, leurs fantaisies réactionnaires, leurs faiblesses et leurs erreurs. Mais, objectivement, ils s'attaqueront au capital, et l'avant-garde consciente de la révolution [c'est-à-dire le Parti], le prolétariat avancé, qui exprimera cette vérité objective d'une lutte de masse disparate, discordante, bigarrée, à première vue sans unité, pourra l'unir et l'orienter, conquérir le pouvoir, s'emparer des banques, expropriar les trusts haïs de tous (bien que pour des raisons différentes !) et réaliser d'autres mesures dictatoriales dont l'ensemble aura pour résultat le renversement de la bourgeoisie et la

victoire du socialisme, laquelle ne « s'épurera » pas d'emblée, tant s'en faut, des scories petites-bourgeoises » (*Euvres*, Tome 22, p. 384).

Contre cette vision matérialiste d'un mouvement de masse multiforme, à première vue « disparate, discordant, sans unité », mais dont l'unification est précisément réalisée par le parti, la perspective d'une révolution « comme il faut » se rattache à la déviation opportuniste de la II<sup>e</sup> Internationale qui n'admettait théoriquement que les « batailles ordonnées et disciplinées », lorsque les conditions de la victoire seraient données a priori, alors que ces conditions se créent au cours même de la lutte des classes.

Pour la droite social-démocrate ou le centrisme kautskien, ce préalable purement utopique correspondait à un refus de la lutte révolutionnaire qu'ils sabotaient ouvertement (en traitant de « lumper » tout ce qui sortait de la légalité ou du cadre de leurs théorisations impuissantes) ; des variantes complexes de cette même déviation

« puriste » se firent jour chez ceux qu'on peut appeler « communistes de droite » au sein de l'Internationale Communiste et qui eurent pour représentant un Paul Lévi (exclu en 1921 pour trahison) qui critique en Allemagne — au nom d'une espèce de lente et graduelle accumulation de forces pour la révolution « comme il faut » — la participation des communistes à la lutte désespérée contre la réaction blanche notamment en Bavière en 1919, à laquelle le prolétariat avait été acculé par la force contre-révolutionnaire de la social-démocratie et par l'aventurisme du centrisme indépendant, et aussi en mars 1921 devant le déchaînement de la violence bourgeoise.

De même que le mouvement communiste ne peut pas construire au moyen de préalables moraux ou d'exigences utopiques un code de la révolution « comme il faut », il ne peut non plus lier le mouvement révolutionnaire à une forme de combat unique et déterminée, ni répudier par principe aucune forme de lutte. Il ne peut qu'admettre les méthodes les plus variées car la lutte des masses fait naître sans cesse de nouveaux procédés de défense et d'attaque, et il n'entend nullement se limiter aux formes possibles existantes à un moment donné, un changement de la conjoncture sociale entraînant inévitablement l'apparition de formes

(Suite page 2.)

### Le garrot

A tous ceux qui s'imaginent que l'Etat bourgeois peut se libéraliser sous la « pression » de l'opinion publique internationale — ou celle des prières et des pétitions des hommes de culture ou d'église — lorsque l'exaspération des contradictions internes de la société le forcent à jeter le masque démocratique et à révéler sa nature dictatorial, Franco vient de donner une réponse sanglante.

La vis peut bien se desserrer quand l'atmosphère sociale est morne et grise : il suffit qu'un policier tombe à terre pour que le garrot, sans attendre, se mette à fonctionner.

Puig Antich ne sera pas vengé par la démocratie, mais seulement, tout comme ses innombrables prédécesseurs, par la révolution prolétarienne.

(Suite de la page 1)

nouvelles. L'évolution dans les situations économiques et politiques porte différentes formes de combat au premier plan, modifiant par contrecoup les formes secondaires, et le parti doit justement centraliser politiquement — et par là même organisativement — les luttes qui surgissent spontanément au cours même du mouvement.

C'est surtout au moment où la lutte des classes met à l'ordre du jour l'insurrection que les aspects militaires passent au tout premier plan, les autres méthodes devenant secondaires et lui étant subordonnées. Mais il serait défaitiste de prétendre que la violence et les actions armées sont réservées « au grand soir » de l'insurrection. Lénine n'écrivait rien d'autre lorsque ayant affirmé sa certitude que « l'insurrection acquiert les formes les plus hautes et complexes d'une guerre civile prolongée », il ajoutait « qu'on ne peut se représenter une guerre de ce genre autrement que comme une suite de grandes batailles peu nombreuses, séparées par des intervalles de temps relativement longs, au cours desquels se produisent d'innombrables escarmouches ». Le parti, concluait-il, « doit s'assigner pour tâche de créer des organisations qui soient au plus haut degré capables de diriger les masses dans ces grandes batailles, de même que, si possible, dans ces escarmouches » (*Euvres*, Tome 11, p. 225).

Ce serait certes une erreur monumentale — et le marxisme l'a toujours combattue — de croire qu'il suffirait au parti de se donner une organisation de type militaire pour réussir — au moyen d'initiatives armées ou du terrorisme « excitateur des masses », comme ce fut le cas des anarchistes « à la bombe » et des terroristes socialistes-révolutionnaires russes du début du siècle — à provoquer la naissance et l'éclosion du mouvement révolutionnaire et insurrectionnel, à l'image de ceux qui croient provoquer la pluie en s'habillant d'un imperméable. Mais ce serait une erreur non moins dangereuse (la révolution n'admet pas de demi-vérités) que de renvoyer par prin-

# La révolution « comme il faut » ?

cipe l'action armée — ou la participation du parti à celle-ci à l'exemple de Paul Lévi — à l'heure H du jour J de l'insurrection, ainsi que nous le disions dans *Parti et Action de Classe* (1921) :

« dans la réalité du processus révolutionnaire, des heurts sanglants entre le prolétariat et la bourgeoisie ne peuvent pas se produire avant la lutte finale. Et il ne faut pas seulement entendre par là des tentatives prolétariennes non couronnées de succès, mais également d'inévitables affrontements partiels et momentanés entre groupes de prolétaires poussés à s'insurger et forces de défense bourgeoise, et même entre détachements de gardes blancs et des travailleurs qu'ils auraient attaqués et provoqués. Il n'est pas

juste de dire que les partis communistes doivent désavouer de telles actions et réserver leurs forces pour un moment final donné, parce que toute lutte exige un entraînement et une période d'apprentissage. Et c'est dans ces conditions préliminaires que le parti doit acquérir et éprouver sa capacité d'encadrement révolutionnaire ».

Bien entendu, il serait absurde d'interpréter ce qui précède comme la revendication à tout moment de l'action militaire immédiate, sans examiner en détail les circonstances concrètes du mouvement, le degré de développement qu'il a atteint, les exigences de la lutte et les conditions de son renforcement ; mais ici nous abordons des questions de principe, et non des problèmes contingents.

## « Lutte ouvrière » et le terrorisme

Dans sa revue théorique *Lutte de Classe* (n° 16), *Lutte Ouvrière* a publié un travail sur le terrorisme qui mérite la lecture la plus attentive, comme c'est toujours le cas quand des courants touchent des questions qui sont vitales pour la révolution ; c'est ainsi qu'on peut tracer les limites, montrer et préciser les différences et les nuances entre courants politiques, question d'autant plus importante que les problèmes théoriques d'aujourd'hui constituent les grands problèmes pratiques de demain.

En condamnant sans appel le terrorisme spontané, L.O. complète et développe une analyse commencée dans *Lutte de Classe* n° 5 (cf. *Le Proletaire*, n° 149 à 151) :

« Nous ne sommes pas, nous, contre la violence en général, peut-on lire. Bien au contraire nous sommes contre la « paix sociale » grâce à laquelle, par la violence quotidienne, les exploités imposent leur ordre aux exploités. Nous sommes même pour la guerre civile et son aboutissement victorieux, la révolution sociale. Et notre con-

damnation du terrorisme individuel, c'est au nom des intérêts des travailleurs, au nom des intérêts de la révolution socialiste que nous la formulons ».

L'argument est d'un pacifisme béant : nous — affirme L.O. — nous sommes contre la paix sociale qui n'est que violence contre les exploités, et lorsque ces derniers réagissent spontanément par la violence contre la violence quotidienne qu'ils subissent, nous les condamnons au nom de la révolution socialiste...

A entendre L.O. — qui met dans le même sac le terrorisme « excitateur » des anarchistes « à la bombe », celui de l'individu « héroïque » qui prétend faire avancer l'histoire par sa propre volonté, avec le terrorisme spontané qui naît des vicissitudes de la lutte de la classe ouvrière — il faudrait condamner ce terrorisme spontané au nom d'une révolution propre et digne où seule aurait place « la violence collective et organisée », s'alignant ainsi — dans le meilleur des cas — sur un Paul Lévi.

Voici ce que *Il Comunista* — l'organe du Comité Central du P.C. d'Italie — écrivait précisément contre le pacifisme dans son éditorial du 31-7-21 :

« Le socialisme révolutionnaire reconnaît qu'à un certain moment de l'histoire, pour des raisons qu'il serait superflu de répéter, le heurt entre les deux classes prend les aspects d'une guerre civile. Il s'agit d'une guerre où l'on combat avec toutes les armes. Elle se manifeste tout d'abord épisodiquement, comme une série d'accrochages de patrouilles qui augmentent en nombre, et avec des engagements de plus en plus âpres et agressifs. Et il y a des gens qui veulent édicter des règles de chevalerie dans la guerre qui se livre. Combien de telles initiatives sont infantiles et éloignées de la réalité angoissante qui se vit sur le champ de bataille, cela est démontré non seulement par l'expérience de la guerre mais aussi par celle des révolutions passées et présentes.

Distinguer la violence collective et la violence individuelle dans la guerre, c'est ergoter sur la possibilité d'un combat dans lequel on pourrait proscrire la violence individuelle ; et — le plus souvent — cela signifie ne pas vouloir combattre. (...) Mais si on approuve la nécessité historique de la guerre civile, on doit accepter cette dernière avec les excès qui l'accompagnent, mais on doit en même temps en revendiquer la direction à travers une discipline politique et en prévoir l'issue ». Est-ce clair ?

Dans son éther politico-doctrinal, L.O. présente comme seule « permise » la violence — toujours collective ou organisée — qui serait « le prolongement conscient de la volonté ouvrière », l'expression de « l'action consciente des masses » ; l'argument invoqué est au fond le même que ceux du centrisme ou d'un Paul Lévi qui faisait de « la volonté claire et sans équivoque de la grande majorité du prolétariat » la base et le préalable de la lutte

de classe. Celui-ci tout comme L.O., peut aller jusqu'à reconnaître une terreur ou un terrorisme « comme il faut », assortis de conditions qu'ils découvrent dans les sphères de leur métaphysique politique.

Cette théorie de la révolution entendue comme l'expression claire et sans équivoque de la volonté et de la conscience des larges masses est absolument étrangère au marxisme, à la lutte de classe et, a fortiori, à la révolution, comme Lénine le disait dans la première citation ci-dessus.

Il est certain que ce qu'on appelle couramment « l'état d'esprit des masses » est une des données dont le parti doit tenir compte pour l'examen des situations et pour le choix des moyens tactiques, et il serait dangereux de mal l'apprécier ; ce serait une erreur de principe de ne pas en tenir compte, dans le style de « la théorie de l'offensive », mais cela reviendrait à renier tout autant le marxisme et simultanément le rôle du parti, que de subordonner son action aux principes dignes des doctrines idéalistes démocratiques, mais étrangers au matérialisme et de la doctrine révolutionnaire, tels les « prolongements conscients de la volonté ouvrière ».

(à suivre)

## PARTY LITERATURE IN ENGLISH

### THE FUNDAMENTALS OF REVOLUTIONARY COMMUNISM

Contents :

- Introduction.
- The party and the class State, as the essential forms of the communist revolution.
- The proletariat's economic organizations are nothing but pale substitutes of the revolutionary party.
- The petty bourgeois deformation of the characteristics of the communist society in the « trade unionist » and the « enterprise socialist » conceptions.
- A few conclusive remarks.

Price : 4 Fr., 40 p. or \$ 1.00  
Orders : Le Proletaire, 20, rue Jean Bouton, 75012 Paris - France.

(Suite de la page 1)

temps, le capital n'a rien à craindre pour sa clef de voûte, l'Etat bourgeois. Tandis que la CFDT met des obstacles à l'extension possible des incendies, la CGT s'emploie à les éteindre, en leur proposant pour toute issue immédiate la conclusion d'accords nationaux misérables (7 % d'augmentation maximum à l'EGF pour 6 mois, quand les indices officiels tablent sur 9 % de hausse des prix dans le même temps !); en mettant à la place de l'unité prolétarienne forgée dans la lutte les accords avec la Confédération Générale des Cadres dans le respect de la sacro-sainte hiérarchie et des intérêts corporatistes des catégories supérieures. Avec pour horizon politique, la coalition électorale avec tout le monde sauf les quelques monopoles, destinée à préparer l'avènement d'une « dé-

mocratie avancée », simple replâtrage du capitalisme dans le cadre national.

Constater que les luttes immédiates du prolétariat naissent le plus souvent éparpillées, morcelées, incomplètes, n'est pas céder au spontanéisme : elles sont à ce stade déterminées par les bases matérielles données par le capitalisme, à l'image du morcellement et de la division qu'il entretient entre les métiers et les catégories. Cette division, l'association ouvrière qui tend à en réduire les effets ne peut pas la briser à froid et sur papier. Rosa Luxembourg critiquait le pédanisme des « maîtres d'école » syndicaux qui prétendent obtenir d'avance et comme préalable à la

## CGT-CFDT

lutte des résultats qui ne se concrétisent que dans le feu de la lutte elle-même : comme par exemple, l'éducation (au sens communiste, non culturel) et surtout l'organisation des larges couches d'ouvriers et d'ouvrières les plus exploités qui, dans les conditions qui leur sont faites par le capital, restent inaccessibles à toute organisation en période d'accalmie sociale. C'est la tâche d'une organisation syndicale digne de ce nom de montrer ce que ces luttes embryonnaires ont de commun, de les lier par une plateforme revendicative unifiante, sans hésiter à expliquer en quoi elles sont à la fois indispensables et insuffisantes ; c'est la tâche du parti de classe, seul capable de mener l'action jusqu'à ses débouchés logiques, de les faire converger avec les autres mouvements de la classe en un front de lutte prolétarienne unique, qui, un jour, devra affronter la tâche révolutionnaire du renversement violent de l'Etat bourgeois. Le syndicat sous la direction communiste peut soutenir des batailles limitées ; mais il n'en fait pas comme la CFDT une préférence de principe qui aboutit, dans les faits, à leur émiet-

## Un social-chauvin

« Nous considérons que la politique extérieure française est une petite politique, une politique chétive, rachitique, mesquine (...) Oui, nous sommes loin de ce que fut la politique extérieure du général de Gaulle ! »

Quel est le misérable chauvin qui pleurniche de la sorte sur la grandeur perdue de l'impérialisme français ? Debré ? Vous n'y êtes pas : c'est Marchais, le secrétaire général du grand parti social-chauvin français (Humanité du 18-3). Encore un qui doit trembler pour les miettes que l'impérialisme français donne à ses laquais !

tement. Il tend toujours au contraire à la généralisation des luttes, mais sur la base des mouvements réels de la classe, dans le sens de ses intérêts communs et généraux, et non pour y substituer comme la CGT, des grèves générales de 24 heures et des ententes avec l'Etat bourgeois dans le respect de l'intérêt national. Voilà où passe le fossé de classe : non entre telle et telle organisation technique de la lutte considérées isolément, mais entre perspective révolutionnaire et perspective réformiste et contre-révolutionnaire. Contre la perspective communiste, CGT et CFDT sont du même côté.

## PRESSE INTERNATIONALE

E' uscito il nr. 5 (9 marzo 1974) del nostro quindicinale in lingua italiana

## IL PROGRAMMA COMUNISTA

di cui diamo il sommario :

- Le gatte da pelare, per governo e sindacati, lungi dal diminuire aumentano senza tregua.
- Due giorni caldi alla Olivetti di Ivrea.
- La stupenda battaglia dei minatori inglesi.
- Il massacro della Martinica.
- La questione agraria.
- Ancora sul « pensiero di Mao ».
- Niente di nuovo sul fronte dell'opportunismo.
- Concludendo sul falso socialismo jugoslavo.
- Alla Lanerossi.
- Giustizia e più soldi.

## PERMANENCES DU PARTI

● A Paris : 20, rue Jean-Bouton (12<sup>e</sup>) - Métro Gare de Lyon - Escalier métallique au fond de la cour à gauche. Le samedi, de 15 h à 19 h, et le dimanche, de 10 h à 12 h.

● A Marseille : le samedi, de 14 h 30 à 17 h 30, au siège du « Prolétaire », 7, cours d'Estienne-d'Orves (4<sup>e</sup> étage).

## Un maillon oublié

« L'A.M.R. saute sur les genoux du P.S.U., qui donne le bras à la direction C.F.D.T., qui s'accroche aux pieds de Mitterrand, qui tend une main à la bourgeoisie pendant que l'autre est tenue par le P.C.F... » écrivait l'éditorial de *Rouge*, n° 243. Fort bien ! mais pourquoi *Révolution* !, *Rouge*, et quelques autres ne figurent-ils pas dans cette chaîne allant des « extrémistes » aux partis bourgeois ? Simple oubli de rédacteur pressé, n'en doutons pas, puisque le même article préconise... « l'unité des réformistes et des révolutionnaires sur une base de classe ».

C'est cette vieille perspective centrisme que Krivine a défendu dans un meeting récent à Aix, s'appuyant pour ce faire sur le Chili (!) et sur Lip (!!) sans oublier l'état d'âme actuel d'un patronat qui serait en train de s'affoler. Le rapport fut suivi d'un débat où divers groupes trotskystes ou autres ont pu défendre la même recette, chacun l'accrochant à sa sauce particulière, et tous taisant leurs divergences pour ne pas compromettre de futurs rapprochements.

Un de nos camarades est intervenu en dénonçant Krivine et consorts comme flanc-gardes de l'opportunisme. Il s'est attaché à démontrer que les perpétuelles oscillations du « soutien critique » aux partis opportunistes ne peuvent aucunement conduire à la reconstitution d'un véritable parti de classe, qui ne pourra au contraire se forger que dans une lutte implacable contre les réformistes et tous les semeurs de confusion.

Et, comme pour confirmer le bien-fondé de notre intervention, c'est un vieux stalinien qui est venu nous répondre au micro, suscitant les applaudissements en vantant les mérites du Front Populaire, des blocs électoraux et tutti quanti !

## DÉFENSE DE LA CONTINUITÉ DU PROGRAMME COMMUNISTE

Ce volume de 224 pages constitue un recueil des thèses fondamentales de notre courant publiées de 1920 à nos jours, précédées d'amples introductions les situant dans leur contexte historique.

### Sommaire :

- Thèses de la fraction communiste abstentionniste du Parti Socialiste Italien (mai 1920).
  - Thèses sur la tactique du Parti Communiste d'Italie (Thèses de Rome, 1922).
  - La tactique de l'Internationale Communiste. Projet de thèses présenté par le P.C. d'Italie au IV<sup>e</sup> Congrès mondial (Moscou, 1922).
  - Projet de thèses présenté par la Gauche au III<sup>e</sup> Congrès du P.C. d'Italie (Lyon, 1926).
  - Nature, fonction et tactique du parti révolutionnaire de la classe ouvrière (1945).
  - Thèses caractéristiques du parti (1951).
  - Considérations sur l'activité organique du parti quand la situation générale est historiquement défavorable (1965).
  - Thèses sur la tâche historique, l'action et la structure du parti communiste mondial, selon les positions qui constituent depuis plus d'un demi-siècle le patrimoine historique de la gauche communiste (1965).
  - Thèses supplémentaires sur la tâche historique, l'action et la structure du parti communiste mondial (1966).
- Prix 15 F. Commandes au « Prolétaire ».

## Sur le fil du temps

# Honte et mensonge de la théorie des « guerres défensives »

HIER

Au dire des professionnels du réformisme et des parlementaires « minimalistes » qui dirigeaient les masses ouvrières d'Europe au début du siècle, les socialistes « ne s'occupaient pas de politique extérieure » et n'avaient pas d'opinion sur le problème de la guerre entre les États. Jusqu'au moment, naturellement, où la guerre envahit le terrain et domina la scène, ils étaient « contre toutes les guerres », et ne surent pas aller au-delà du vague « pacifisme » professé par les bourgeois et les anarchistes.

Cette pratique fut la digne prémisses de la politique d'« appui à toutes les guerres » dans laquelle sombrèrent les principaux partis socialistes européens lorsqu'éclata le cyclone de 1914. Alors les scélérats de l'opportunisme, devenus alliés et ministres des pouvoirs impérialistes bourgeois, commencèrent à accumuler les sophismes et à spéculer sur le fait que le marxisme « ne condamnait pas toutes les guerres », mais en admettait certaines : il s'agissait naturellement de la leur, de la guerre appuyée en Allemagne par Scheidemann et Cie, en France par Guesde et Cie, en Autriche par Renner et Cie, en Belgique par Vandervelde et Cie, en Russie par Plékhanov et Cie, en Grande-Bretagne par Henderson et Cie, en Italie par Mussolini... tout court.

Avec sa rigueur intellectuelle et son absence de démagogie et de pose habituelles, Lénine travaille inlassablement à remettre les choses en place, de 1914 à 1917 dans la solitude et l'obscurité, et à partir de 1917 dans la plus éclatante lumière.

La première préoccupation du grand révolutionnaire est de rattacher fermement le problème aux bases de la doctrine et de la politique socialiste, à ses textes comme à son expérience de lutte. La continuité du « fil » : telle est la première préoccupation de Lénine. Lui

*Le texte suivant, paru le 1<sup>er</sup> mars 1951 dans la rubrique « Sur le fil du temps » de notre organe en langue italienne de l'époque, Battaglia Comunista, s'insère dans une série de textes fondamentaux de parti sur la question de la guerre publiés à la même époque, et complété utilement les textes sur la question nationale récemment republiés dans nos colonnes (voir Le Proletaire N° 164 et suiv.).*

*Dans le travail accompli par notre parti durant le second après-guerre, la question de la guerre devait nécessairement occuper une place de premier plan ; le reniement du communisme par les partis de la III<sup>e</sup> Internationale dégénérée avait en effet culminé, au cours du second massacre mondial, dans le renoncement au postulat marxiste et léniniste du défaitisme révolutionnaire sous prétexte de faits « nouveaux » (existence du fascisme, entrée en guerre de l'URSS « socialiste »), ainsi que dans la participation à la défense des différentes « patries » impérialistes, aggravée du fait que, dans certains pays, la solidarité avec la bourgeoisie avait pris, avec la Résistance, des formes de combat et de guerre civile.*

*La guerre n'est, comme le rappelait Lénine, que « la continuation de la politique par d'au-*

*tres moyens ». Dans cette question comme dans les autres, nous n'avions pas à inventer, mais à renouer le « fil du temps » rompu par la troisième vague opportuniste, comme l'avait fait Lénine contre les révisionnistes et les innovateurs social-chauvins et social-pacifistes de la II<sup>e</sup> Internationale faillie. Sur ses traces, contre les pacifistes (social-démocrates ou anarchistes) ennemis de « toutes » les guerres sans distinction, aussi bien que contre les partisans inconditionnels de la « défense de la patrie » (fut-elle « socialiste »), nous avons revendiqué la distinction entre guerre révolutionnaire (bourgeoise ou prolétarienne), et guerre impérialiste. Sur ses traces, nous avons revendiqué le retour à l'intégralité du marxisme, contre l'idéologie nationaliste aussi bien que contre l'idéologie pacifiste, contre la mystification de la théorie des « guerres défensives » aussi bien que contre celle de l'« égalité des nations ».*

*Quiconque n'a pas rompu jusqu'au bout avec ces principes bourgeois, quiconque revendique cette trahison — comme le font peu ou prou tous les courants, staliniens ou trotskystes, pro-russes ou pro-chinoïses, ne peut se réclamer du marxisme et de la révolution prolétarienne.*

qui fut le plus grand théoricien de la « phase la plus récente du capitalisme » considérée dans son développement historique et social vers les formes impérialistes, il démontre avant tout que seuls les traîtres y ont découvert des « perspectives inattendues », des « situations imprévues » suggérant et autorisant de « nouvelles analyses » et de « nouvelles méthodes » du socialisme.

Ce furent précisément des manières de l'enrichissement (vieux complexe charlatanesque des intellectuels bourgeois) et les auteurs de révisions — qui avaient voulu corriger le marxisme à la façon de l'extrême-droite, comme les Bernstein, ou à la façon de la fausse extrême-gauche syndicaliste, comme Jouhaux — qui passèrent les premiers dans le camp du chauvinisme.

La voie que nous avons parcourue à la suite d'Engels à propos des guerres en Europe, dans leurs développements historiques fonda-

mentaux — que le marxisme étudie avec autant d'attention que les développements de l'économie et de la production — est confirmée avec une certitude absolue dans tous les textes de Lénine qui servent de base à la réorganisation du mouvement international autour de son programme, dès les thèses de 1915 sur *Le socialisme et la guerre* (1).

Après avoir écarté la conception abstraite et insuffisante des pacifistes philanthropes et des anarchistes, pour qui toutes les guerres sont barbares et bestiales (ce que nous pensons évidemment nous aussi) et s'en tiennent là, Lénine rappelle la doctrine marxiste des différents « types historiques de guerres ». Que les distraits et les étourdis — non ceux qui ont passé l'éponge sur les conversions et palinodies en série de leur carrière passée, et dont il n'y a plus rien à attendre — en profitent pour relire et réfléchir. Nous répétons donc inlassablement.

*« La grande révolution française a inauguré une nouvelle étape dans l'histoire de l'humanité. Depuis lors et jusqu'à la Commune de Paris, de 1789 à 1871, les guerres de libération nationale, à caractère progressif bourgeois, constituèrent l'un des types de guerres. Autrement dit, le contenu principal et la portée historique de ces guerres étaient le renversement de l'absolutisme et du système féodal, leur ébranlement, l'abolition du joug étranger. C'étaient là, par conséquent, des guerres progressives ; aussi tous les démocrates honnêtes, révolutionnaires, de même que tous les socialistes, ont-ils toujours sympathisé avec elles. »*

Même à propos de ces guerres, Lénine tient à bien préciser le sens de l'« approbation » ou de la « justification » marxistes, et à expliquer ce que les socialistes entendaient par appui aux guerres « défensives » ou « défense de la patrie », expressions qui ne sont correctes qu'en partie. En effet ces guerres furent souvent des guerres « offensives » et des guerres d'« invasion ». Nous l'avons lu sans fard chez Engels ; faisons de même pour le texte de Lénine. Les premières guerres « légitimes » sont celles de la France contre les coalitions : mais il faut dire que Marx, Engels et Lénine (et nous-mêmes, modestes répétiteurs pour des élèves qu'on a eu mille fois raison de recalculer) comprennent dans ce même « groupe de guerres », considérées comme utiles parce qu'elles diffusèrent dans toute l'Europe l'organisation capitaliste moderne, aussi bien les premières guerres des sans-culottes, célébrées par les poètes comme des guerres de défense de la Révolution en même temps que du territoire français envahi par les armées étrangères, que les guerres de Napoléon qui, elles, comportaient l'agression et l'invasion des pays féodaux.

Et en effet : « ... dans les guerres révolutionnaires de la France [remarque la définition : révolutionnaires dans le sens de la révolution bourgeoise, mais toujours révolu-

tionnaires], il y avait un élément de pillage [sic] et de conquête [sic] des terres d'autrui par les Français ; mais cela ne change rien à la portée historique essentielle de ces guerres qui démolissaient et ébranlaient le régime féodal et l'absolutisme de toute la vieille Europe, de l'Europe du servage. »

C'est pour cette raison, par conséquent, que les marxistes « justifient » ces guerres. Ils n'ont donc pas appliqué la méthode puérile qui consiste à se demander qui est l'agresseur, l'envahisseur, le dévastateur, et à décréter que c'est lui qui a tort et que nous sommes « contre sa guerre », ou pis encore, que nous entrons en guerre contre lui. D'après cette méthode, nous aurions été des recrues de Dumouriez à Valmy, de Blücher à Waterloo... Un exemple de ce genre de raisonnement nous est donné par Garibaldi qui, « oubliant Rome et Mentana » et le plomb bonapartiste, courut en 1870 défendre la France dans les Ardennes lorsqu'il la vit envahie par les Prussiens : lui, du moins, était respectable, car il ne se prétendait jamais marxiste.

Comment un marxiste, par contre, voit-il la guerre de 1870 ? Est-il pour Bonaparte ou pour Bismarck ? Ni l'un ni l'autre. Nous avons vu l'analyse d'Engels. Voici maintenant Lénine : « Dans la guerre franco-allemande, l'Allemagne a dépouillé la France [annexion de l'Alsace-Lorraine, indemnités de guerre en milliards de l'époque], mais cela ne change rien à la signification historique fondamentale de cette guerre, qui a affranchi des dizaines de millions d'Allemands du morcellement féodal et de l'oppression exercée sur eux par deux despotes : le Tsar russe et Napoléon III ». Lénine nous a « épilé » syllabe par syllabe, le jugement d'Engels : dans son invective, celui-ci fut aussi peu motivé par le patriotisme allemand que celui-là pouvait l'être par le patriotisme... russe. Également guidés par les critères du développement du mouvement prolétarien et socialiste, ils considèrent ouvertement comme « libératrices » des guerres qui eurent un caractère de dévastation, de pillage, d'invasion, de conquête et de déprédation : ce sont leurs propres paroles.

Lénine examine ensuite le dilemme « guerre défensive ou guerre offensive ». Il explique de façon limpide : dans cette période de 1789 à 1871, qui « a laissé des traces profondes et des souvenirs révolutionnaires », la lutte prolétarienne n'avait pu se développer dans le sens du socialisme, mais dut appuyer les efforts de la bourgeoisie pour se libérer de la féodalité. « Les socialistes ont toujours entendu par guerre « défensive » une guerre « justifiée » de ce point de vue ». C'est Lénine qui souligne, et il ajoute : « c'est ainsi que Karl Liebknecht a expliqué cette notion ».

Le grand et jeune révolutionnaire dut, presque seul, soutenir la polémique contre tous les marxistes de la social-démocratie allemande, honteusement passés en 1914 du côté du Kaiser. Ceux-ci ne manquèrent pas de répliquer en mettant

en avant les prévisions du marxisme sur la « guerre contre les races latines et slaves coalisées » et sur la menace du despotisme russe, qui était la même — disaient-ils — qu'en 1870. Ils soutinrent la « défense » à outrance. On sait comment les événements se précipitèrent : assassinat de l'archiduc d'Autriche à Sarajevo, mobilisation de l'Autriche contre la Serbie, riposte immédiate des Russes qui mobilisèrent à leur tour ; les armées du tsar prennent ouvertement l'offensive, non en direction de Vienne et du rempart des Carpates, mais en direction de Berlin à travers les plaines baltes : l'Allemagne, par conséquent, mobilise « pour se défendre » : militairement, suivant la logique de ses propres plans, elle se jette vers le Rhin. La France mobilise donc elle aussi pour se défendre : ils se défendaient tous, ces gouvernements d'assassins ! Le plus hypocrite Tartuffe de l'histoire mobilisa à son tour : l'Angleterre prit pour prétexte la défense de la petite Belgique, traversée par les armées allemandes. C'est ainsi qu'au cours du même automne 1914 l'histoire enregistra deux grandes batailles destinées à arrêter l'ennemi, deux victoires « défensives » : celle de Foch sur la Marne, celle d'Hindenburg sur les Lacs de Masurie. A Paris comme à Berlin, les ministres socialistes s'étaient rangés sur le front de la « défense nationale ». Les social-traitres de Berlin voulurent écraser Liebknecht sous l'argument marxiste de la « guerre défensive » (quand ils furent au pouvoir, ils le fusillèrent, alors que le Kaiser n'avait fait que le mettre en prison). Agent provocateur du tsar ! lui crient-ils : nous te jetons à la figure l'adresse de la Ire Internationale sur la guerre de 1870, écrite de la main de Marx : « Du côté allemand, la guerre est une guerre de défense... A notre grand regret, nous nous voyons contraints de mener une guerre défensive... La classe ouvrière allemande a résolu de donner son appui à la guerre... Ce sont les ouvriers allemands unis aux travailleurs ruraux qui ont fourni les nerfs et les muscles d'armées héroïques... ».

Karl Liebknecht — dont on ne sait ce qu'il faut admirer davantage : la capacité du théoricien ou l'héroïsme du lutteur qui tint tête à toute une masse ivre de démagogie chauvine — expliqua que l'emploi politique de l'expression guerre « de défense » et la citation de phrases tronquées ne devaient pas éclipser la claire raison historique et l'appréciation des bases et des effets sociaux des guerres. Or les textes cités indiquent que la classe ouvrière allemande avait appuyé la guerre de 1870 « comme étant une guerre pour l'indépendance allemande et la libération de l'Allemagne et de l'Europe du cauchemar oppressant du Second Empire » ; mais une fois ce but atteint — but qui justifiait la guerre même si elle était une guerre d'invasion, de conquête et de pillage — une période historique bien différente s'était ouverte. Ainsi, même avant 1914 la distinction entre guerre défensive et guerre offensive était fautive, puisque le critère « discriminant » des guerres était fondé sur des caractères bien différents, de nature sociale et historique. En 1914, il s'agit de tout autre chose : de la rivalité féroce entre groupes impérialistes pour l'exploitation du monde, et les socialistes n'ont plus de guerres à appuyer ni de patries à défendre d'un côté ou de l'autre du Rhin ou de la Vistule.

Non seulement Lénine considère comme extrêmement important d'éclaircir ce point, mais il veut établir, documents à l'appui, que cette vision a été celle des marxistes véridiques même avant la guerre européenne de 1914 et dès l'ouverture de cette nouvelle période de capitalisme dominant dans toute l'Europe.

Il établit encore, au moyen d'exemples de guerres « possibles » à la date de 1914, quelles

(Suite page 4)

(1) Œuvres, Tome 21, p. 305 sq. Les citations de Lénine qui suivent sont extraites de ce texte.

## Portrait d'un démocrate

Là où il fallait l'insurrection, l'Unité Populaire du Chili avait prôné le crétinisme parlementaire. Là où la dictature était indispensable, l'U.P. avait défendu le principe du légalitarisme. Là où la terreur était nécessaire pour faire face aux classes dominantes et à l'impérialisme, l'U.P. avait revendiqué une mythologique « force morale » secrétée par le mécanisme parlementaire. Là où la révolution en permanence était la voie unique pour vaincre la réaction, l'U.P. avait proclamé le principe — non seulement mystificateur, mais historiquement impuissant — de « l'unité du peuple ».

Après le P.C. chilien et le M.I.R. (cf. *Le Proletaire* n° 165) Altamirano, secrétaire du Parti socialiste chilien, vient de tirer à Paris sa « leçon » de la honteuse défaite de l'Union Populaire en septembre 73, en affirmant : « nous n'avons pas été battus politiquement, mais écartés militairement [de toute évidence, pour ces messieurs, seul le crétinisme parlementaire est de la politique !] ... Mais nous vaincrons ». Il se déclare prêt « à collaborer à un front élargi de toutes les forces révolutionnaires et démocratiques. Le M.I.R. y participe activement. Les secteurs progressistes de la Démocratie Chrétienne y ont aussi leur place. Nous espérons qu'ils assumeront sans tarder leurs responsabilités en tant que mouvement anti-totalitaire et pour la défense des droits de l'homme ». La défaite ? Elle est à mettre au compte du « rapport mondial des forces » ; et pour boucler la boucle, notre démocrate n'hésite pas à déclarer que « la faiblesse [??] de la dictature, qui se dissimule derrière la répression brutale, crée [sic !] les conditions pour atteindre les objectifs socialistes que nous poursuivons » (*Le Monde* du 10-11 mars et *l'Humanité* du 13 mars).

Avec les nuances qui lui sont propres, il est vrai, mais liées par certains principes fondamentaux communs, Altamirano incarne avec éclat ce portrait saisissant esquissé par Marx, dans *Le 18 Brumaire*, du démocrate de 1849 :

« Le démocrate, parce qu'il représente la petite-bourgeoisie, par conséquent une classe intermédiaire, au sein de laquelle s'émeuvent les intérêts de deux classes opposées, s' imagine être au-dessus des antagonismes de classe. Les démocrates reconnaissent qu'ils ont devant eux une classe privilégiée, mais eux, avec tout le reste de la nation, ils constituent le peuple. Ce qu'ils représentent, c'est le droit du peuple ; ce qui les intéresse, c'est l'intérêt du peuple. Ils n'ont donc pas besoin, avant d'engager une lutte, d'examiner les intérêts et les positions des différentes classes. Ils n'ont pas besoin de peser trop minutieusement leurs propres moyens. Ils n'ont qu'à donner le signal pour que le peuple fonce avec toutes les ressources inépuisables sur ses oppresseurs. Mais si, dans la pratique, leurs intérêts apparaissent sans intérêt, et si leur puissance se révèle comme une impuissance, la faute en est aux sophistes criminels qui divisent le peuple indivisible en plusieurs camps ennemis, ou à l'armée qui est trop abruti et trop aveuglée pour considérer les buts de la démocratie comme son propre bien, ou encore, c'est qu'un détail d'exécution a tout fait échouer, ou, enfin, c'est qu'un hasard imprévu a fait perdre cette fois la partie. En tout cas, le démocrate sort de la défaite la plus honteuse tout aussi pur qu'il était innocent lorsqu'il est entré dans la lutte, avec la conviction nouvelle qu'il doit vaincre, non pas parce que lui et son parti devront abandonner leur ancien point de vue, mais parce que, au contraire, les conditions devront mûrir ».

(suite de la page 1)

# Les laquais réformistes

geoisie lui accorde une telle confiance qu'elle n'hésite pas à lui confier chaque fois qu'il le faut la direction de la galère nationale prise dans les tourbillons du déclin — et les occasions ne manquent pas. Tentative de sauvetage de la livre entre 1929 et 1931 (déjà !) par un second gouvernement MacDonald, au prix d'un chômage et d'une misère croissante; participation active, de 1940 à 1945, à l'union sacrée et à la défense des intérêts de l'impérialisme britannique, en embrigadant de nouveau la classe ouvrière dans la défense nationale et dans l'effort de guerre; après 1945, reconstruction nationale au moyen de l'accroissement intensif de la production et de la productivité, et de la « limitation volontaire » des salaires instaurée par le gouvernement travailliste et le TUC (à laquelle succède rapidement l'austérité imposée par Stafford Cripps pour défendre une nouvelle fois les exportations et la livre); en 1964, après un nouveau déficit massif des paiements extérieurs, nouvelle « bataille de la livre » menée cette fois par Wilson à l'aide d'un nouveau « plan d'austérité » (les chansons bourgeoises ne varient guère!) et d'un accord entre gouvernement, patronat et directions syndicales pour encourager la productivité et limiter les hausses de salaires; deux ans plus tard c'est le même scénario, avec cette fois blocage pur et simple des salaires, nouvelle politique d'accroissement de la productivité et donc augmentation en flèche du nombre des chômeurs, et élaboration d'une nouvelle législation anti-grève draconienne (1). Chaque fois qu'il faut sauver la bourgeoisie de la débâcle, chaque fois qu'il faut faire subir un peu plus à la classe ouvrière les conséquences du déclin de l'impérialisme britannique, l'opprimer un peu plus pour maintenir le capital à flot, le Labour, serviteur fidèle que les besognes humbles et peu glorieuses ne rebutent pas, est présent.

Il ne se limite d'ailleurs pas à la gestion des intérêts de la bourgeoisie à l'intérieur des Iles britanniques: en 1945, Attlee n'aura aucun mal à succéder au pied levé à Churchill pour aller sceller à Postdam les accords finaux des brigands impérialistes « démocratiques » victorieux; le Labour continuera la répression en Grèce avant de repasser le flambeau aux Américains; il sauvegardera au meilleur prix les intérêts de l'impérialisme britannique en inaugurant le repli en bon ordre d'un Empire devenu trop lourd à supporter et trop explosif, et en créant le Commonwealth; mais il n'oubliera pas non plus les intérêts de la conservation mondiale en partageant la Palestine, puis l'Inde, en inaugurant l'OTAN, en dotant son pays de l'arme nucléaire; plus récemment, c'est Wilson qui enverra armes et « conseillers » protéger les intérêts pétroliers britanniques au Nigéria, ou qui donnera son appui à l'intervention américaine au Vietnam. En toutes circonstances le Labour, parti de gouvernement, s'identifie aux intérêts de l'impérialisme britannique.

\*\*

Le retour de Wilson s'inscrit dans cette ligne. Une fois de plus, le mécontentement ouvrier, canalisé faute d'autre solution dans le mécanisme des urnes, ramène au pouvoir les travaillistes. Nommé en plein milieu d'une grave crise économique et sociale, le nouveau premier ministre est salué, selon le *Financial Times* du 6-3-64, par un « accueil enthousiaste (enthusiastic welcome) donné à la fois par le marché des changes et par la Bourse »; et l'organe des milieux d'affaires poursuit sur un ton optimiste: « Le pays a maintenant un gouvernement, qui va probablement remettre rapidement l'industrie au travail à plein temps, qui va probablement recevoir, malgré son étroite majorité, un soutien solide pour

des mesures destinées à remédier à la crise économique, et qui sera cependant dissuadé par l'étroitesse de cette majorité d'introduire des propositions très controversées. Pour le moment, en tout cas, le gouvernement nouveau peut compter sur une large confiance des milieux d'affaires. » Depuis MacDonald, les valets ont fait leurs preuves: le capital ne leur donne plus une « chance loyale », mais tout simplement sa « confiance ». Comment ne l'accorderait-il pas à un parti qui axe toute sa campagne et son action sur le retour au travail? La grève des cheminots avait été sabordée pendant la campagne électorale. Celle des mineurs est rapidement réglée: le gouvernement « de gauche » leur accorde... ce que venait de décider la commission « neutre » nommée avant les élections par le gouvernement « de droite » (« même un gouvernement conservateur aurait dû l'accepter », écrit le *Financial Times* du 7-3 pour consoler ses lecteurs); les dirigeants syndicaux se hâtent de donner l'ordre de reprise du travail alors que les mineurs sont en position de force et que les augmentations accordées sont inférieures d'environ 35 % aux revendications. La semaine normale de travail est enfin rétablie dans l'industrie au grand soulagement du patronat, et Wilson renoue aussitôt avec les déclarations grandiloquentes et productivistes dont il était coutumier: « La grande bataille pour revenir à la pleine production a commencé (...) la tâche primordiale est de faire revenir la production à la normale et au-delà, et de rattraper grâce à une production accrue ce qui a été perdu », tout en travaillant à une « plus grande justice sociale, condition préalable de l'unité nationale en ces temps

(suite de la page 3)

guerres pourraient apparaître comme « progressives » et justifiables. Il l'explique (et ici les dilettantes sont priés de lire *cum grano salis*, comme toujours lorsque les marxistes avancent des événements concrets) afin de prouver qu'en 1915 on ne peut parler de « guerre juste » dans aucun des Etats d'Europe, et que de toute façon le critère est un critère social, et non celui de savoir si la guerre est une guerre d'agression ou de défense, d'invasion ou de résistance, de conquête ou de libération.

L'exemple de Lénine est celui-ci: si un pays n'a pas de gouvernement local, mais est sous la domination politique d'un autre pays étranger, proche ou lointain, alors même aujourd'hui nous aurions à soutenir sa guerre. Mais attention, ceci n'est pas, ceci n'était pas, en 1915, le cas de la France contre l'Allemagne — que nous considérons depuis 1871 comme définitivement organisée selon le système capitaliste — et, vice versa, ce n'était pas même le cas de l'Allemagne contre la Russie tsariste! Voici les cas supposés par Lénine: le Maroc contre la France, l'Inde contre l'Angleterre, la Perse et la Chine contre la Russie, car il s'agit là de colonies ou de semi-colonies où l'absence d'autonomie nationale empêche le développement moderne de la société. Mais Lénine ajoute aussitôt: ce seraient des guerres justes et défensives (en ce sens qu'elles visent à déloger un conquérant étranger) quel que soit celui qui commence. Or, tant que le système de domination se maintient « dans l'ordre », il est clair que ces guerres justes possibles ne pourraient être que des guerres d'insurrection, de rébellion, et donc des guerres offensives à l'égard des armées d'occupation étrangères.

En Europe, donc, la période des guerres de constitution des Etats nationaux se termine en 1871: après 1871 on pourrait encore en trouver d'autres, historiquement, mais hors d'Europe. La guerre de 1914 appartient au type des guerres impérialistes, et Lénine la compare à un conflit non entre esclaves et oppresseurs, mais entre « un propriétaire de cent esclaves et un propriétaire qui en possède deux

difficiles » (*Times* et *Financial Times*, 13-3-74). Ensuite, il faudra « extraire le poison injecté dans les relations industrielles » en instaurant un « système statutaire de conciliation », discuter avec le patronat et les syndicats « des méthodes aptes à assurer la croissance ordonnée des revenus sur une base volontaire » (la limitation « volontaire » des salaires est décidément une spécialité du Labour!). Enfin, il faudra prendre « des mesures pour encourager le développement et le rééquipement de l'industrie » et « développer la législation existante pour promouvoir l'expansion industrielle nationale » (ibid.) Le bonze Murray, secrétaire général du TUC, fait aussitôt écho: « Le remède aux maux économiques réside dans l'accroissement des investissements de l'industrie, et dans une plus grande productivité des travailleurs (...). L'inflation ne doit être un sujet de préoccupation que si elle réduit la compétitivité de la Grande-Bretagne avec les autres pays, ou si elle provoque de l'instabilité sociale (...). Nous devons admettre que le besoin de résoudre le problème de la balance des paiements impliquera une diversion des ressources vers l'exportation, et des économies sur les importations. Cela implique qu'on considère l'ensemble de notre stratégie économique, et qu'on accepte certaines inégalités en de telles circonstances » (*Times*, 13-3-74 — rappelons que ce n'est pas le porte-parole du patronat, mais le dirigeant des syndicats anglais qui parle...). Peut-on prévenir plus clairement que l'arrivée au pouvoir de « leur » parti et de « leurs » chefs syndicaux signifie que les travailleurs anglais vont devoir une fois de plus se serrer la ceinture en limitant « volontairement » leurs salai-

res pour sauver l'économie nationale, augmenter les cadences ou connaître encore plus de chômage au nom de la compétitivité et des sacro-saintes exportations, faire des heures supplémentaires pour rattraper le retard de la production, se « concilier » avec leurs « partenaires » les patrons, en un mot se plier une fois de plus sur toute la ligne aux exigences du capital?

\*\*

L'arrivée au pouvoir des laquais réformistes n'est pas une défaite de la bourgeoisie, mais bien au contraire le signal d'une contre-offensive du capital: elle ne mérite donc de la part du prolétariat ni faux espoirs ni illusions, mais une véritable déclaration de guerre. L'histoire a déjà montré que l'accession au pouvoir des partis social-démocrates constituait au moment décisif la dernière ressource de la conservation bourgeoise, son ultime défenseur prêt à déchaîner la violence contre le prolétariat, en le massacrant s'il le faut, lorsque l'Etat est menacé (2). Les Wilson en Angleterre, les Brandt en Allemagne, et tous leurs semblables, sont allés encore plus loin. Ils ne se contentent pas d'être, par leur programme réformiste et conciliateur, leur vision petite-bourgeoise, l'esprit de soumission et de résignation qu'ils tentent d'inculquer à la classe ouvrière, des obstacles sur la voie de l'émancipation révolutionnaire du prolétariat. Ils sont devenus des partis de gouvernement de la bourgeoisie, des instruments ac-

(2) Voir notre article de 1921 *La fonction de la social-démocratie*, publié dans la brochure *Communisme et fascisme*, ainsi que dans *Le Proletaire* n° 74.

## Honte et mensonge

cents, pour un plus « juste » partage des esclaves ». Pour masquer cette turpitude, « la bourgeoisie impérialiste trompe les peuples au moyen de l'idéologie « nationale » et de la notion de défense de la patrie ».

Nous ne rappellerons pas une nouvelle fois les caractères de l'analyse de l'impérialisme. Nous ne faisons que reprendre certains points qui démontrent la continuité de l'appréciation marxiste dans la période en question, qui commence en 1871, et donc bien avant Liebknecht, Lénine, et les autres socialistes qui luttèrent tenacement contre la guerre. Il s'agit de mettre à nu les hontes du social-patriotisme.

Lénine se réfère à l'exemple de la Commune de Paris, expressément rappelé dans le manifeste de la IIe Internationale socialiste au congrès de Bâle de 1912: « transformation de la guerre des gouvernements en guerre civile ». Celui qui prend acte, à son heure, de ce grand tournant historique, n'est autre que Karl Marx, dans le passage classique qui conclut l'adresse du 30 mai 1871: « Le plus haut effort d'héroïsme dont la vieille société fut encore capable était la guerre nationale; et il est maintenant prouvé qu'elle est une pure mystification des gouvernements, destinée à retarder la lutte des classes, et qu'on se débarrasse de cette mystification, aussitôt que cette lutte de classes éclate en guerre civile. La domination de classe ne peut plus se cacher sous un uniforme national, les gouvernements nationaux sont tous confédérés contre le prolétariat! ».

Marx avait donc vu la future guerre entre les Etats nationaux, que la période précédente avait définis et organisés, provoquer la guerre de classe, et le prolétariat relever le défi de tous les gouvernements nationaux. Les renégats du marxisme, à Berlin et dans les autres capitales, ne surent répondre au traquenard de la guerre nationale qu'en amenant le drapeau rouge, en déclarant la lutte de classe suspendue, et en s'enrôlant dans les armées nationales bourgeoises.

Lénine montre qu'ils ont ainsi trahi le marxisme dans toutes ses manifestations explicites de 1871 à 1914, et il a parfaitement raison.

En 1899, dans *En Garde*, le chef de la gauche marxiste en France, Jules Guesde, qui devait plus tard se renier si misérablement, dénonçait le ministérialisme socialiste, en temps de paix comme en cas d'une guerre « ourdie par les brigands impérialistes ». En 1908, dans *Le chemin du pouvoir*, Kautsky, qui devait finir de même, déclarait close l'ère pacifique et ouverte celle des guerres et des révolutions. Lénine remarque que le manifeste de Bâle éclaire la question, du point de vue historique comme du point de vue de l'action. Il rappelle les conflits latents en Europe, qui visent tous à accentuer la domination la plus brutale, de tous les côtés du front: conflit austro-russe dans les Balkans, anglo-franco-allemand en Afrique, austro-italien en Albanie, anglo-russe en Asie centrale, etc. Lénine commente:

« Ils se combattent entre grands recoins pour dévorer ces patries étrangères: la possibilité d'une défense de la patrie est un non-sens théorique et une bouffonnerie pratique ». Mais « de la reconnaissance de la défense nationale dérivait une tactique, de celle de la guerre impérialiste une autre tactique. Le manifeste de Bâle s'exprime clairement. La guerre conduira à une crise économique et politique qu'il faut dépasser non pour l'atténuer, non pour défendre la patrie, mais pour entraîner les masses, pour hâter la chute de la domination de classe du capitalisme ». Lénine rappelle que le manifeste de Bâle déclarait que « les classes dominantes craignent la révolution prolétarienne comme conséquence d'une guerre mondiale », et qu'il se rattachait non seulement à l'exemple de la Commune, mais aux grandes agitations de 1905 en Russie, après la guerre russo-japonaise.

De Marx à Lénine, les révolutionnaires ont suivi une voie cohérente et ininterrompue. Loin de copier la stupide figure bourgeoise de

tifs de l'oppression quotidienne de la classe ouvrière, de sabotage des luttes mêmes défensives qu'elle mène contre l'aggravation de l'exploitation, en un mot de véritables contremaîtres utilisés par la bourgeoisie pour plier directement la classe ouvrière aux exigences du capital.

Il y a cependant de savants stratèges pour expliquer qu'il faut « éviter d'aller à l'encontre des illusions de la classe ouvrière », ou encore « laisser les masses faire leur expérience », et donc, au lieu de combattre ouvertement les laquais de la bourgeoisie, attendre qu'ils se démasquent d'eux-mêmes, voire les « utiliser » ou les « pousser » en faisant même le cas échéant... voter pour eux. Le seul résultat de ces « habiles » tactiques est d'obscurcir le rôle réel de ces partis et donc de faciliter leur besogne. « Laisser les masses faire leur expérience »? Comme si l'expérience n'avait pas déjà été faite plusieurs fois, et au prix de quels massacres et de quelles souffrances! Comme si la doctrine communiste ne servait précisément pas à tirer et utiliser les leçons de l'histoire pour guider enfin le prolétariat vers la victoire au lieu de le lancer dans de nouvelles « expériences »! Les laquais réformistes ne se démasquent jamais tout seuls. C'est en montrant avant et pendant l'exercice du pouvoir par ces partis le rôle contre-révolutionnaire et anti-ouvrier du réformisme passé, présent et à venir, en dénonçant quotidiennement leur pratique politique, leur perspective politique, leur fonction historique, en leur opposant constamment la lutte de classe et la perspective de l'émancipation révolutionnaire du prolétariat, que le parti communiste se prépare à constituer la force réelle qui pourra forcer le réformisme à se démasquer, arracher la classe ouvrière à son influence paralysante, et la mener, le moment venu, à l'assaut de l'Etat bourgeois.

« conjureur de guerres », aussi niais qu'impuissant, ils se sont toujours préparés à être — au sens révolutionnaire du terme, diamétralement opposé à celui du super-impérialisme — des « profiteurs de guerre ». Lénine édifia la doctrine du défaitisme et la mena à une éclatante victoire historique.

Alors que cette victoire n'était encore qu'une perspective lointaine, Lénine, répondant à la question: « défaitisme contre qui? », sut écrire: « Seul le bourgeois qui croit que la guerre engagée par les gouvernements finira de toute nécessité comme une guerre entre gouvernements, et qui le désire, trouve ridicule ou absurde l'idée que les socialistes de tous les pays belligérants doivent affirmer qu'ils veulent la défaite de tous les gouvernements, de « leur » gouvernement ». C'est lorsque les partis prolétariens ont été amenés par la trahison social-démocrate à « vouloir » la victoire de certains gouvernements et à combattre pour eux, que les forces de la révolution mondiale se sont effondrées.

Nous avons montré que, dans la doctrine marxiste et léniniste, qu'il s'agisse de guerres de libération nationale (1792-1871) ou des guerres impérialistes, la distinction entre les types historiques de guerre n'a jamais été fondée sur l'idée que toute guerre de défense serait justifiée. Dans la première période, le marxisme justifie comme historiquement utiles certaines guerres, généralement offensives, dans la seconde il désavoue (2) aussi bien les guerres offensives que les guerres défensives, c'est-à-dire qu'il combat non pour la victoire d'un des camps en guerre, mais pour la victoire dans les deux camps du défaitisme révolutionnaire, qu'il préconise et hâte partout où c'est possible.

(article à suivre)

(2) Sauf, bien entendu, les cas de guerres nationales des colonies et semi-colonies, dont il est fait état plus haut.

directeur - gérant  
F. GAMBINI  
Imprimerie « E.P. »  
232, r. de Charenton, Paris-12<sup>e</sup>  
distribué par les N.M.P.P.

(1) Voir *Programme Communiste* n° 51-52.